

# **GE\_GERICHTE C/22541/2017 vom 12. Juli 2018**

GE Cour de justice, 2018-07-12, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_C\\_22541\\_2017](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_22541_2017)

FR: GE\_GERICHTE C/22541/2017 du 12 juillet 2018

IT: GE\_GERICHTE C/22541/2017 del 12 luglio 2018

## **Regeste**

MAINLEVÉE DÉFINITIVE ; TITRE DE MAINLEVÉE ; OBLIGATION D'ENTRETIEN  
| LP.80.al1

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

En matière de mainlevée d'opposition, seule la voie du recours est ouverte (art. 309 let. b ch. 3 et 319 let. a CPC). Aux termes de l'art. 321 al. 1 et 2 CPC, le recours, écrit et motivé, doit être introduit auprès de l'instance de recours dans les dix jours à compter de la notification de la décision motivée, pour les décisions prises en procédure sommaire.

### **E. 1.2**

En l'espèce, le recours a été interjeté dans le délai et selon les formes prévus par la loi, de sorte qu'il est recevable.

### **E. 1.3**

Dans le cadre d'un recours, le pouvoir d'examen de la Cour est limité à la violation du droit et à la constatation manifestement inexacte des faits (art. 320 CPC). L'autorité de recours a un plein pouvoir d'examen en droit, mais un pouvoir limité à l'arbitraire en fait, n'examinant par ailleurs que les griefs formulés et motivés par le recourant (HOHL, Procédure civile, Tome II, 2ème éd., Berne, 2010, n° 2307). Le recours est instruit en procédure sommaire (art. 251 let. a CPC), la preuve des faits allégués devant être apportée par titres (art. 254 CPC). Les maximes des débats et de disposition s'appliquent (art. 55 al. 1, 255 let. a a contrario et art. 58 al. 1 CPC).

## **E. 2**

La recourante fait grief au Tribunal d'avoir rejeté sa requête sans examiner les arguments qu'elle avait développés concernant notamment la validité de la convention, dépourvue de ratification, et les violations de celle-ci commises par l'intimé. Cet examen aurait dû conduire le Tribunal à constater qu'elle était au bénéfice d'un titre de mainlevée et à faire droit à sa requête.

### **E. 2.1**

Le contentieux de la mainlevée de l'opposition (art. 80 ss LP), soumis à la procédure sommaire (art. 251 let. a CPC), est un "Urkundenprozess" (art. 254 al. 1 CPC), dont le but n'est pas de constater la réalité d'une créance, mais l'existence d'un titre exécutoire; le juge de la mainlevée examine uniquement la force probante du titre produit par le créancier poursuivant, sa nature formelle, et non pas la validité de la prétention déduite en poursuite (ATF 132 III 140 consid. 4.1.1 et les références). Le prononcé de mainlevée ne sortit que

des effets de droit des poursuites (ATF 100 III 48 consid. 3) et ne fonde pas l'exception de chose jugée (res iudicata) quant à l'existence de la créance (ATF 136 III 583 consid. 2.3). La décision du juge de la mainlevée ne prive donc pas les parties du droit de soumettre à nouveau la question litigieuse au juge ordinaire (art. 79 et 83 al. 2 LP; ATF 136 III 528 consid. 3.2; arrêt 5A\_577/2013 du 7 octobre 2013 consid. 4.1).

### **E. 2.2**

Selon l'art. 80 al. 1 LP, le créancier qui est au bénéfice d'un jugement exécutoire peut requérir du juge la mainlevée définitive de l'opposition. Un jugement portant condamnation à verser une contribution d'entretien constitue un titre de mainlevée définitive tant qu'il n'a pas été modifié par un nouveau jugement entré en force de chose jugée (ATF 118 II 228 consid. 3b; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_311/2012 du 15 mai 2013 consid. 4.2). Lorsque la poursuite est fondée sur un jugement exécutoire rendu par un tribunal ou une autorité administrative suisse, le juge ordonne la mainlevée définitive de l'opposition, à moins que l'opposant ne prouve par titre que la dette a été éteinte ou qu'il a obtenu un sursis, postérieurement au jugement, ou qu'il ne se prévale de la prescription (art. 81 al. 1 LP). Dans la procédure de mainlevée définitive, le juge se limite à examiner le jugement exécutoire ou les titres y assimilés, ainsi que les trois identités - l'identité entre le poursuivant et le créancier désigné dans le titre (ATF 140 III 372 consid. 3.1), l'identité entre le poursuivi et le débiteur désigné et l'identité entre la prétention déduite en poursuite et le titre qui lui est présenté - et à statuer sur le droit du créancier de poursuivre le débiteur, c'est-à-dire à décider si l'opposition doit ou ne doit pas être maintenue (ATF 139 III 444 consid. 4.1.1). Il n'a ni à revoir ni à interpréter le titre qui lui est soumis (ATF 140 III 180 consid. 5.2.1, 124 III 501 consid. 3a; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_58/2015 du 28 avril 2015 consid. 3 non publié in ATF 141 III 185 ).

### **E. 2.3**

A teneur de l'art. 287 CC, les conventions relatives aux contributions d'entretien n'obligent l'enfant qu'après avoir été approuvées par l'autorité de protection de l'enfant (al. 1). Les contributions d'entretien fixées par convention peuvent être modifiées, à moins qu'une telle modification n'ait été exclue avec l'approbation de l'autorité de protection de l'enfant (al. 2). Les conventions conclues mais non (encore) approuvées sont des actes juridiques " boiteux " qui ne lient que l'une des parties, à savoir le seul débiteur d'entretien. Le défaut d'approbation ne peut donc être invoqué par le débiteur dès lors qu'il est lié dès la conclusion de la convention, indépendamment de l'approbation par l'autorité (PERRIN, in Commentaire Romand du Code civil I, 2010, n° 5 ad art. 287 CC). Tant que la ratification de la convention n'est pas intervenue, l'enfant ne dispose d'aucun droit à l'exécution de la convention. En revanche, le débiteur de la contribution est lié par son engagement, dès qu'il l'a souscrit. En cas d'approbation par l'autorité tutélaire, les effets de la convention remontent à la date de sa conclusion (ATF 126 III 49 , cons. 3 = SJ 2000 I p. 431).

### **E. 2.4**

Dans le cas présent, les parties se sont entendues par convention pour réduire une contribution à l'entretien de leur enfant fixée par un jugement exécutoire, sans recourir à la voie d'une modification dudit jugement ni solliciter la ratification de leur accord. Par conséquent, une telle convention n'a acquis aucune force exécutoire envers l'enfant, au regard de l'art. 287 CC, de sorte qu'elle ne saurait donc être considérée comme un titre exécutoire pouvant faire obstacle à l'application d'un jugement définitif. Il s'ensuit que

l'enfant, agissant comme en l'espèce par sa mère, a conservé le droit d'obtenir le versement complet de la pension d'entretien fixée judiciairement et c'est à tort que le Tribunal a refusé la mainlevée sollicitée. Il résulte par ailleurs du commandement de payer que la créance est suffisamment détaillée, en tant qu'elle porte sur la période du 1<sup>er</sup> août 2013 au 1<sup>er</sup> septembre 2017, période pour laquelle des mensualités de 200 fr. sont exigibles. Le jugement attaqué sera dès lors annulé et la mainlevée définitive formée au commandement de payer n° \_\_\_\_\_ sera prononcée.

### **E. 3**

L'intimé, qui succombe, sera condamné aux frais judiciaires des deux instances (art. 106 al. 1 CPC). Les frais judiciaires seront arrêtés à 300 fr. pour la première instance et à 450 fr. pour le recours (art. 48 et 61 OELP) et compensés avec les avances versées par la recourante, lesquelles resteront acquises à l'Etat de Genève. L'intimé sera condamné à verser 750 fr. à la recourante à titre de frais judiciaires. Il sera également condamné à verser à la recourante la somme de 750 fr. à titre de dépens de première instance et de recours. \* \* \* PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté par A\_\_\_\_\_ contre le jugement JTPI/4202/2018 rendu le 15 mars 2018 par le Tribunal de première instance dans la cause C/22541/2017-16 SML. Au fond : Annule ce jugement. Et, statuant à nouveau : Prononce la mainlevée définitive de l'opposition formée au commandement de payer, poursuite n° \_\_\_\_\_. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Met à la charge de B\_\_\_\_\_ les frais judiciaires de première instance et de recours, arrêtés à 750 fr. et compensés avec les avances opérées, acquises à l'Etat de Genève. Condamne en conséquence B\_\_\_\_\_ à verser à A\_\_\_\_\_ 750 fr. Condamne B\_\_\_\_\_ à verser 750 fr. à A\_\_\_\_\_ à titre de dépens de première instance et de recours. Siégeant : Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Monsieur Laurent RIEBEN, juge; Monsieur Louis PEILA, juge suppléant; Madame Fatina SCHAERER, greffière. La présidente : Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ La greffière : Fatina SCHAERER Indication des voies de recours: Conformément aux art. 113 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF: RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours constitutionnel subsidiaire. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.